

DOCUMENT  
D'ENREGISTREMENT  
UNIVERSEL  
**2023**



**NOS TRANSITIONS**  
— *Accélérer*  
**VOS TRANSITIONS**





# DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2023

incluant le Rapport  
financier annuel



Le Document d'enregistrement universel a été déposé le 13 mars 2024 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété d'une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Ce Document d'enregistrement universel incluant le Rapport financier annuel est une reproduction de la version officielle qui a été établie en format ESEF et est disponible sur le site [www.groupe-seche.com](http://www.groupe-seche.com).



## RAPPORT D'ACTIVITÉ

### **2023**

<b>2.1</b>	Faits marquants de l'exercice	98
<b>2.2</b>	Informations financières sélectionnées sur les comptes consolidés au 31 décembre 2023	104
<b>2.3</b>	Commentaires sur l'activité et les résultats consolidés au 31 décembre 2023	106
<b>2.4</b>	Commentaires sur l'évolution de la trésorerie consolidée au 31 décembre 2023	113
<b>2.5</b>	Commentaires sur la situation financière consolidée au 31 décembre 2023	116
<b>2.6</b>	Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice	120
<b>2.7</b>	Présentation des comptes sociaux et affectation du résultat	122
<b>2.8</b>	Information sur les dividendes	124



## 2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2023, Séché Environnement a poursuivi sa stratégie de croissance rentable, en couplant une croissance interne dynamique à une stratégie de croissance externe ciblée.

Au sein des marchés porteurs de la transition écologique et du développement durable, le Groupe a maintenu une croissance solide sur son périmètre historique et a finalisé avec succès l'intégration de nouvelles activités acquises fin 2022, notamment les activités liées au cycle de l'eau industrielle.

Le Groupe a également réalisé de nouvelles acquisitions en France et à l'International, qui viennent compléter sa palette

d'offres tout autant que son maillage territorial au cœur de marchés stratégiques.

Au terme de l'exercice, Séché Environnement extériorise une performance financière et extra-financière qui lui permet d'atteindre dès 2023 plusieurs des objectifs financiers et extra-financiers fixés pour 2025<sup>1</sup>.

Pour ces raisons, le Groupe a dévoilé en fin d'exercice 2023 une nouvelle feuille de route à horizon 2026<sup>2</sup> pour préciser ses nouveaux objectifs financiers et extra-financiers (voir 2.6. du présent document).

### 2.1.1 POURSUITE D'UNE POLITIQUE DYNAMIQUE D'ACQUISITIONS CIBLÉES

#### Acquisition de Séché Assainissement Rhône-Isère

Le 16 janvier 2023, Séché Environnement a finalisé l'acquisition de la société Assainissement Rhône-Isère (ARI) renommée depuis lors Séché Assainissement Rhône-Isère (« Séché ARI »).

Cette acquisition complète le dispositif de Séché Environnement en région Rhône-Alpes. Basée à Bonnefamille (Isère) et présente sur toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, cette société est présente dans les métiers de l'assainissement, du nettoyage industriel et de l'hydrocurage haute pression et est habilitée à intervenir sur les sites classés Seveso. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 millions d'euros en 2022.

Le prix d'acquisition de l'ordre de 0,7 million d'euros a été financé sur les disponibilités du Groupe.

La Société a été consolidée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

#### Acquisition de Furia Srl

Séché Environnement a procédé à l'acquisition de la société Furia Srl en août 2023, sous réserve de conditions suspensives toutes levées en novembre 2023.

Furia est une entreprise italienne spécialisée dans la collecte, le tri, le regroupement et la valorisation de déchets dangereux et non dangereux d'origine industrielle. La Société exerce également, à hauteur de 40 % de son chiffre d'affaires, des activités de dépollution de sols et de décontamination de sites.

Opérateur intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeurs de la gestion des déchets industriels, Furia propose à sa clientèle de grands industriels (ENI, Enel...) des prestations de collecte, de tri, de massification, de valorisation matières et de transport des déchets non valorisables vers des solutions de traitement et de valorisation énergétique.

Située à Caorso, au sud-est de Milan et forte de 120 collaborateurs hautement qualifiés réunis sous un management défendant les mêmes valeurs environnementales et la même culture d'entreprise familiale que Séché Environnement, la plateforme totalisant 220 000 tonnes autorisées par an s'avère parfaitement complémentaire aux plans commercial, industriel et géographique des installations de Mecomer, également située près de Milan (180 000 tonnes autorisées par an) et de celles de Tredi-Salaise (Isère) dont elle est déjà cliente.

En particulier, Furia et Mecomer complètent et renforcent l'offre commerciale du Groupe sur les marchés des déchets industriels en Italie du Nord, permettant le déploiement d'offres globales auprès de leur clientèle de grands industriels.

Ainsi, les deux sociétés positionnent désormais le Groupe Séché Environnement parmi les tout premiers intervenants des marchés de déchets dangereux en Italie du Nord.

Ce nouvel ensemble contribue également à élargir et conforter la diversification des approvisionnements du Groupe en déchets dangereux.

Furia a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de l'ordre de 52 millions d'euros extériorisant un EBE de l'ordre de 6,5 millions d'euros.

1 Cf. Communiqué du 7 mars 2022

2 Cf. Communiqué du 12 décembre 2023

L'acquisition, qui porte sur 100 % du capital, est réalisée sur la base d'un multiple de 7 fois l'EBE 2022. Elle a été financée par dettes, d'abord par un tirage sur la ligne de liquidité du Groupe et sera refinancée à long terme par la suite.

La Société a été consolidée à compter du 4<sup>e</sup> trimestre 2023.

### Acquisition de Rent-A-Drum (Namibie)

Séché Environnement a acquis la société Rent-A-Drum en août 2023.

Rent-A-Drum est la principale entreprise de gestion des déchets en Namibie. Elle propose à sa clientèle de grandes entreprises namibiennes, ainsi qu'à quelques collectivités de premier plan comme la capitale Windhoek, une large gamme de prestations grâce à son offre intégrée de valorisation et de traitement de déchets.

Son expertise s'étend sur la plupart des domaines de la gestion des déchets dangereux et non dangereux ainsi que les déchets médicaux. RAD est ainsi présente sur les métiers de collecte ou de gestion de déchets sur site, de valorisation, de gestion et de réhabilitation de sites d'enfouissement, de déconstruction et de dépollution de sites...

Composée d'environ 500 collaborateurs qualifiés, engagée dans un processus de certifications (ISO 14001 et ISO 9001) et déjà certifiée OHSAS 18001, Rent-A-Drum est animée par un management expérimenté et porté par des valeurs environnementales fortes.

Avec une stratégie de croissance tournée vers l'économie circulaire et des métiers de valorisation qui représentent déjà le quart de son chiffre d'affaires, la Société s'appuie sur des outils logistiques récents et 7 implantations en Namibie, dont une unité de fabrication de combustible solide de récupération (CSR) et 2 unités de valorisation de matériaux aussi divers que les canettes en aluminium, les emballages carton, les bouteilles plastiques ou encore les aérosols... que RAD dirige vers l'Afrique du Sud pour y être transformés en matières nouvelles.

La Société se développe également sur les marchés de déchets dangereux, notamment auprès d'une clientèle industrielle du secteur minier qui représente près de 40 % de son chiffre d'affaires.

La Société a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 7,5 millions d'euros en 2022, en croissance de 20 % environ par rapport à 2021, pour un EBE de l'ordre de 0,9 million d'euros

Avec l'Afrique du Sud et le Mozambique, cette acquisition complète les implantations de Séché Environnement en Afrique australe, auprès de clientèles industrielles cœur de cible pour le Groupe et au sein de régions attractives à fort potentiel économique et se dotant de réglementations environnementales exigeantes.

Réalisée fin août 2023, l'acquisition a été financée sur les liquidités du Groupe et porte sur 80 % des titres, le solde faisant l'objet d'une option d'achat entre les parties.

Rent-A-Drum sera consolidée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### Acquisition d'Essac (Pérou)

Séché Environnement a finalisé l'acquisition d'Essac au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2023.

Essac est un des tout premiers acteurs de l'intervention d'urgence au Pérou, spécialiste des réponses aux urgences incendiaires en milieu industriel. La Société exerce également une deuxième activité de formation et d'instruction d'équipes sur les risques industriels et les réglementations, de prévention des risques et d'audits de sites industriels (pour environ 12 % de son chiffre d'affaires).

Forte de 127 collaborateurs qualifiés et d'un management expérimenté dans les interventions d'urgence et en particulier en risque incendiaire, la Société dispose d'un matériel d'intervention moderne et d'une flotte de 22 véhicules lui assurant une capacité d'intervention 24/7. Dotée d'un portefeuille de contrats pluriannuels conclus généralement pour des durées de 3 à 5 ans et affichant un fort taux de renouvellement, Essac bénéficie d'une forte visibilité de son chiffre d'affaires.

La Société, aujourd'hui très présente auprès d'une grande clientèle industrielle des secteurs des mines (Cerro Verde, Chinalco...) et de l'énergie (Repsol...), se développe rapidement dans un grand nombre de secteurs de l'industrie (Qroma, Pamolsa...) ou des Services (Marriott, Aéroport Jorge Chavez Lima...).

L'acquisition d'Essac enrichit la palette d'offres de services environnementaux que Séché propose à ses clientèles industrielles au Pérou et s'inscrit en parfaite complémentarité commerciale et industrielle des métiers exercés par sa filiale Kanay, présente sur les métiers de gestion de déchets dangereux et de services aux industriels.

Affichant une croissance de son chiffre d'affaires de l'ordre de 25 % depuis 2019, Essac a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de l'ordre de 4 millions d'euros pour un EBE de 1,2 million d'euros.

La transaction, d'un montant de 7,5 millions d'euros, porte sur 100 % du capital et a été financée par la trésorerie du Groupe.

La Société est entrée au périmètre de consolidation au 4<sup>e</sup> trimestre 2023.

### 2.1.1.1 Autres effets de périmètre : finalisation du transfert d'un portefeuille d'activités liées au cycle de l'eau industrielle

Au cours de l'exercice 2023, Séché Environnement a finalisé le transfert d'un portefeuille d'activités de gestion d'eaux industrielles acquis auprès du Groupe Veolia le 30 novembre 2022.

Les actifs cédés comprennent des contrats conclus avec plus de 120 industriels et un réseau de 20 agences en France. Cette cession s'accompagne du transfert de quelque 350 collaborateurs spécialistes des métiers du cycle de l'eau industrielle.

Les opérations de transfert se sont achevées fin 2023 et ont occasionné des charges non récurrentes significatives, notamment celles liées à la rémunération du Groupe Veolia au titre d'un certain nombre de prestations de gestion commerciale et administrative que ce dernier a continué d'exercer pendant la période du transfert.

Ce portefeuille de contrats représente un chiffre d'affaires en année pleine de l'ordre de 50 millions d'euros.

## 2.1.2 SOLIDES PERFORMANCES EXTRA-FINANCIÈRES

### Validation de la trajectoire Climat par la SBTi

En janvier 2023, la *Science Based Target initiative* (SBTi) a validé l'objectif de réduction des émissions de GES de Séché Environnement. La SBTi reconnaît ainsi que la cible que s'est fixée Séché Environnement est basée sur des critères scientifiques et en ligne avec l'Accord de Paris de lutte contre le réchauffement climatique visant une limitation du réchauffement climatique à 2 °C d'ici à 2050.

La stratégie de décarbonation de Séché Environnement vise une réduction absolue de -25 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) directes (scope 1) et indirectes liées à la consommation d'énergie (scope 2) entre 2020 et 2030.

### Confirmation des taux élevés d'éligibilité et d'alignement à la taxonomie verte européenne.

Séché Environnement dispose d'un modèle économique durable au sens de la taxonomie verte européenne.

Sur la base des six actes délégués publiés le 5 juin 2023 par la Commission européenne, les pourcentages d'éligibilité et d'alignement des activités de l'entreprise à la réalisation des 6 objectifs environnementaux atteignent respectivement 84 % et 70 % de son chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023.

Ces chiffres sont largement supérieurs à la moyenne des activités économiques en Europe (estimée inférieure à 20 %)<sup>1</sup>, illustrant la contribution de l'entreprise au verdissement de l'économie.

### Atteinte dès 2023, de son objectif de réduction des émissions de GES fixés à horizon 2025

Avec des émissions de gaz à effet de serre ramenées à seulement 555 ktCO<sub>2</sub>eq en 2023, Séché Environnement atteint avec deux ans d'avance son objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre fixés en 2021 à l'horizon 2025.

Cet indicateur figure en particulier en tant que critère d'impact de son emprunt obligataire de novembre 2021, à savoir, la réduction de 10 % des émissions de gaz à effet de serre scope 1 et 2 du périmètre France 2020.

Avec une performance de +29 % en 2023 au titre des gaz à effet de serre évités, Séché Environnement est également en bonne voie pour atteindre son second objectif fixé par sa stratégie Climat : l'augmentation de +40 % des émissions évitées par les activités de valorisation matières sur le périmètre France 2020.

<sup>1</sup> Source : AEMF octobre 2023

## 2.1.3 PERFORMANCES FINANCIÈRES CONFORTANT LES OBJECTIFS DE LA FEUILLE DE ROUTE 2024 - 2026

### 2.1.3.1 Confirmation de la dynamique de croissance organique<sup>1</sup>, notamment en France

Au 31 décembre 2023, Séché Environnement affiche un chiffre d'affaires contributif de 1 013,5 millions d'euros, en progression de +6,4 % à périmètre et change constants par rapport à 2022.

Sur la période, l'activité a été portée par les marchés en France (73,9 % du chiffre d'affaires contributif) au sein desquels le Groupe confirme la poursuite de sa dynamique commerciale sur la plupart de ses marchés, alors que l'International affiche des situations différenciées selon les zones géographiques et les filiales.

#### France : dynamisme commercial sur des marchés bien orientés

Opérateur intégré des métiers de l'économie circulaire et des services environnementaux, Séché Environnement bénéficie en France de marchés durablement portés par les évolutions réglementaires favorisant l'économie circulaire, la lutte contre le changement climatique et les enjeux liés à la sécurité environnementale des infrastructures industrielles.

En 2023, le Groupe a connu des marchés industriels bien orientés, en particulier dans les métiers liés à l'Économie circulaire et dans les Services, alors que l'extension de son offre, avec notamment l'intégration de nouveaux métiers de Services comme ceux de la gestion des eaux industrielles- a favorisé la mise en œuvre de synergies industrielles et commerciales intra-groupe qui ont amplifié sa dynamique de croissance.

Les marchés avec les Collectivités ont confirmé leur résilience dans un contexte caractérisé par le haut niveau d'utilisation des installations de valorisation et de traitement de déchets et la poursuite d'une dynamique des prix très positive.

Par ailleurs, le Groupe a bénéficié d'une hausse sensible des prix de vente d'énergie, en lien avec le plein effet des indexations de ses contrats de vente d'énergie intervenues en 2022 (ventes de vapeur en particulier).

Au total, Séché Environnement affiche en France une croissance organique très sensible, de +9,4 % par rapport à l'an passé, illustrant la pertinence de son offre commerciale au regard des enjeux de sécurité environnementale et de durabilité des acteurs économiques comme des impératifs à court terme en matière d'accès aux ressources, matières ou énergie.

#### International : performances différenciées selon les filiales

À l'international, Séché Environnement est présent par certains de ses métiers sur des zones géographiques ciblées, ce qui confère au Groupe des expositions plus fortes à certains marchés et/ou certaines clientèles locales, et rend la contribution des différentes filiales éventuellement moins homogènes.

En 2023, la plupart des marchés à l'International sont demeurés bien orientés, soutenus par le bon niveau d'activité des clientèles industrielles locales, comme l'illustre la performance remarquable des filiales sud-américaines ou encore la contribution solide des filiales européennes.

Toutefois, quelques filiales affichent des activités en retrait au regard de leur niveau d'activité particulièrement élevé de 2022, comme en Afrique du Sud où Spill Tech avait enregistré des contrats d'urgence environnementale d'ampleur exceptionnelle ou encore Solarca, spécialiste du nettoyage chimique, qui avait bénéficié l'an passé d'un fort effet de reprise de son carnet de commandes après les années de pandémie.

Le périmètre international enregistre de surcroît un effet de change fortement négatif, de (16,3) millions d'euros vs. un effet de change positif de +4,5 millions d'euros en 2022, essentiellement lié à la dégradation de la parité du Rand sud-africain.

Dès lors, le chiffre d'affaires s'affiche en léger retrait par rapport à 2022, de (0,8) % à périmètre et change constants.

### 2.1.3.2 Résultats opérationnels en progression : forte contribution du périmètre historique

L'exercice 2023 affiche une nouvelle hausse des résultats opérationnels consolidés, en particulier sur le périmètre historique en France où les rentabilités opérationnelles, brute et courante, enregistrent une progression significative par rapport à 2022.

Ainsi, **l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** atteint 217,7 millions d'euros, soit 21,5 % du chiffre d'affaires contributif, en hausse de +8,0 % en données publiées (vs. 201,6 millions d'euros, soit 22,6 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

**À périmètre constant**, il s'affiche à 218,4 millions d'euros, en progression organique sensible de +10,1 % à 23,3 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 22,6 % du chiffre d'affaires contributif il y a un an).

1 Le terme « organique » est utilisé dans ce document pour qualifier une variation à périmètre et change constants.

La progression de la rentabilité opérationnelle brute reflète la solide contribution du périmètre France :

- L'**EBE France** affiche une hausse organique de +18,8 % à 176,7 millions d'euros, soit 25,7 % du chiffre d'affaires contributif, marquant une progression significative de la rentabilité opérationnelle brute par rapport à l'an passé (23,6 % du chiffre d'affaires contributif).

Outre des effets commerciaux favorables (effets volumes et effets prix), l'EBE France enregistre les effets positifs de la politique d'efficacité industrielle sur la disponibilité des outils et la productivité de l'organisation.

Cette nouvelle progression de la rentabilité opérationnelle brute à des niveaux historiquement élevés illustre également la capacité de Séché Environnement à intégrer rapidement les nouveaux périmètres acquis dans les années récentes et à élever leur rentabilité aux standards du Groupe.

Cette performance est d'autant plus remarquable que la progression de l'EBE est limitée en 2023, à hauteur de (9,4) millions d'euros, par le plafonnement des profits infra-marginaux des producteurs d'électricité mis en place par la loi de finances pour 2023 (avec un impact négatif de 5,8 millions d'euros dès 2022) réduisant les gains sur ventes d'électricité à +2,6 millions d'euros.

- L'**EBE International** affiche un recul organique de (15,9) % et ressort à 41,7 millions d'euros, soit 16,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 52,9 millions d'euros à 19,9 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

La moindre contribution des activités à l'International résulte essentiellement des baisses d'activité enregistrées par certaines filiales (notamment Spill Tech et Solarca ...) étant rappelé que la rentabilité opérationnelle brute du périmètre international en 2022 avait été soutenue par la contribution de grands contrats d'urgence environnementale d'ampleur exceptionnelle à hauteur d'environ 5 millions d'euros.

Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** s'établit à 101,2 millions d'euros soit 10,0 % du chiffre d'affaires contributif marquant une hausse de +10,8 % en données publiées par rapport à l'an passé (91,3 millions d'euros, soit 10,2 % du chiffre d'affaires contributif).

**À périmètre constant**, la progression est très soutenue (+17,8 % en organique) à 105,1 millions d'euros soit 11,2 % du chiffre d'affaires contributif. Cette progression de la rentabilité opérationnelle courante résulte de la solide performance du périmètre France :

- Le **ROC France** atteint 85,9 millions d'euros soit 12,5 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 9,8 % du chiffre d'affaires contributif en 2022), reflétant la progression organique de l'EBE minorée, en particulier, d'une augmentation modérée des dotations aux amortissements.
- Le **ROC International** s'établit à 19,2 millions d'euros soit 7,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 29,6 millions d'euros, soit 11,1 % du chiffre d'affaires contributif en 2022). Ce recul est essentiellement imputable à la moindre performance de l'EBE International à périmètre et change constant.

Le **Résultat opérationnel (RO)** atteint 91,4 millions d'euros, soit 9,0 % du chiffre d'affaires contributif, en hausse de +5,1 % en données publiées et de +12,2 % à périmètre et change constants par rapport à l'an passé. Cette évolution retrace la progression du ROC minorée, notamment, de dépréciations sur actifs incorporels à hauteur de (7,1) millions d'euros. Ces dépréciations font principalement suite à la non-utilisation de développements exécutés dans le cadre de la mise en place de l'ERP français après les tests réalisés par les sociétés pilotes au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2023.

### 2.1.3.3 Nouvelle hausse du Résultat net part du Groupe - Dividende proposé en augmentation

#### Résultat financier

Au 31 décembre 2023, le Résultat financier s'établit à (22,2) millions d'euros contre (18,5) millions d'euros fin 2022, marquant une hausse de +20,0 % sur un an.

Cette évolution reflète principalement :

- L'augmentation du coût de l'endettement brut, à (26,1) millions d'euros vs. (17,8) millions d'euros il y a un an, lié à la hausse du coût de la dette brute, à 3,49 % vs. 2,56 % en 2022, et à la progression de la dette financière brute moyenne sur la période (cf. infra).
- L'amélioration du poste « Autres produits et charges financiers », à +0,9 million d'euros vs. (1,5) million d'euros en 2022, principalement en raison de la constatation d'un produit de désactualisation de la provision pour risque trentenaire, à hauteur de +2,3 millions d'euros (vs. une charge de (0,5) million d'euros il y a un an).

#### Impôts sur les résultats

Au 31 décembre 2023, le poste « Impôts sur les résultats » s'établit à (17,8) millions d'euros vs. (19,2) millions d'euros en 2022, faisant ressortir un taux d'imposition effectif de 25,8 % vs. 28,1 %.

#### Résultat net consolidé

Après comptabilisation de la quote-part dans les résultats des entreprises associées, soit (1,3) million d'euros au 31 décembre 2023, montant identique à celui de 2022, le Résultat net de l'ensemble consolidé s'établit à 50,0 millions d'euros vs. 47,9 millions d'euros en 2022.

Net de la part des participations ne donnant pas le contrôle, à hauteur de (2,2) millions d'euros, le **Résultat net part du Groupe** s'établit à 47,8 millions d'euros, soit 4,7 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 44,6 millions d'euros, soit 5,0 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

Le **Résultat net par action** s'établit à 6,13 euros vs. 5,72 euros au 31 décembre 2022. Le **dividende** sera porté de 1,10 euro à 1,20 euro par action, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2024. Il détachera le 8 juillet 2024 pour mise en paiement à compter du 10 juillet 2024.

### 2.1.3.4 Confirmation d'une situation financière solide

Le **cashflow opérationnel disponible** s'établit 101,3 millions d'euros en progression de 29,2 % par rapport à 2022 (78,4 millions d'euros), extériorisant un taux de conversion de l'EBE en cash de 47 % (vs. 39 % il y a un an). Cette évolution favorable est notamment liée à la maîtrise des investissements industriels et à la bonne gestion du besoin en fonds de roulement.

Ainsi, les **investissements industriels comptabilisés** s'établissent à 97,2 millions d'euros soit 9,6 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 105,0 millions d'euros en 2022, soit 11,7 % du chiffre d'affaires contributif) :

- Les investissements récurrents (ou de maintenance) ont atteint 68,2 millions d'euros, soit 6,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 57,4 millions d'euros en 2022, soit 6,4 % du chiffre d'affaires contributif), la légère hausse constatée par rapport à l'an passé étant essentiellement liée aux GER (charges périodiques de « Grand Entretien – Réparations ») ;
- Les investissements non récurrents (ou de développement) s'élèvent à 29,0 millions d'euros, soit 2,9 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 47,6 millions d'euros en 2022, soit 5,3 % du chiffre d'affaires contributif) et concernent essentiellement des investissements de croissance dans les activités d'Économie circulaire et de Services.

La **variation du besoin en fonds de roulement** s'affiche à (6,3) millions d'euros alors qu'elle s'établissait à (25,1) millions d'euros à 2022 illustrant le succès des efforts du Groupe pour revenir à une situation en lien avec la croissance de l'activité et malgré les conséquences de la cyberattaque du printemps 2023 sur la gestion des facturations et des recouvrements.

La **trésorerie active** s'élève à 162,2 millions d'euros, vs. 126,2 millions d'euros un an plus tôt, variation de +28,5 % qui reflète le bon niveau de trésorerie libre générée en 2023 - hors acquisitions-. La **situation de liquidité** est solide, à 332,2 millions d'euros au 31 décembre 2023 vs. 313,1 millions d'euros fin 2022.

La **dette financière nette** s'établit à 641,9 millions d'euros vs. 587,4 millions d'euros au 31 décembre 2022. Cette progression de +54,5 millions d'euros reflète :

- Pour (43,3) millions d'euros, le désendettement du Groupe à périmètre constant et avant effets non cash.
- Pour +35,5 millions d'euros : une variation non cash – à périmètre constant – liée notamment aux nouveaux contrats IFRS 16.
- Pour +62,3 millions d'euros, les effets de périmètre (décaissements de la juste valeur des titres et les locations financières des sociétés acquises).

Le **levier financier** s'établit à 2,9 fois l'EBE vs. 2,8 fois un an plus tôt. Hors acquisitions réalisées fin 2023, il se serait établi à 2,7 fois l'EBE conformément aux objectifs du Groupe.

01

02

03

04

05

06

07

## 2.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2023

### Extraits des états primaires consolidés

En millions d'euros	2022	2023	Variation brute
Chiffre d'affaires publié	972,7	1 088,9	+11,9 %
<b>dont CA contributif</b>	<b>895,3</b>	<b>1 013,5</b>	<b>+13,2 %</b>
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>201,6</b>	<b>217,7</b>	<b>+8,0 %</b>
Taux de marge brut opérationnelle en % du CA contributif	22,6 %	21,5 %	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>91,3</b>	<b>101,2</b>	<b>+10,8 %</b>
Taux de marge opérationnelle courante en % du CA contributif	10,2 %	10,0 %	-
Résultat opérationnel	87,0	91,4	+5,1 %
Résultat financier	(18,5)	(22,2)	+20,0 %
Impôt sur les résultats	(19,2)	(17,8)	(7,3) %
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	(1,3)	(1,3)	ns
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>47,9</b>	<b>50,0</b>	<b>+4,4 %</b>
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(3,3)	(2,2)	(33,3) %
<b>Dont part du Groupe</b>	<b>44,6</b>	<b>47,8</b>	<b>+7,2 %</b>
<b>Résultat par action dilué (en euros)</b>	<b>5,72</b>	<b>6,13</b>	<b>+7,2 %</b>
Cashflow opérationnel récurrent	179,1	190,2	+6,2 %
Investissements industriels décaissés nets	95,7	88,7	(7,3) %
<b>Cashflow opérationnel disponible</b>	<b>78,4</b>	<b>101,3</b>	<b>+29,2 %</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	126,2	162,2	+28,5 %
<b>Dette financière nette (IFRS)</b>	<b>587,4</b>	<b>641,9</b>	<b>+9,3 %</b>
Levier financier	2,8x	2,9x	+0,1x

### Définitions

**Chiffre d'affaires contributif** : chiffre d'affaires consolidé publié net 1/ du chiffre d'affaires IFRIC 12 représentatif des investissements réalisés sur les actifs concédés et comptabilisés en chiffre d'affaires conformément à l'interprétation IFRIC 12 ; 2/ de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) acquittée par le producteur de déchets et collectée pour compte de l'État par les opérateurs de traitement.

**Cashflow opérationnel récurrent** : excédent brut d'exploitation augmenté des dividendes reçus des participations et du solde des autres produits et charges opérationnels cash (y compris résultat de change) et diminué des charges cash de réhabilitation et d'entretien des sites de traitement et des actifs concédés (y compris charges de Grand Entretien et Réparation – GER).

**Cashflow opérationnel disponible** : cash flow opérationnel récurrent diminué de la variation de besoin en fonds de roulement, des impôts décaissés, des intérêts bancaires décaissés nets (dont intérêts liés aux locations financières) et des investissements industriels récurrents (maintenance), et avant investissements de développement, investissements financiers, dividende et financements.



## 2.3 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ ET LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2023

### 2.3.1 COMMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ EN 2023

#### 2.3.1.1 Chiffre d'affaires publié et chiffre d'affaires contributif - Effet de périmètre

Au 31 décembre 2023, Séché Environnement publie un **chiffre d'affaires consolidé** de 1 088,9 millions d'euros, vs. 972,7 millions d'euros un an plus tôt.

Il intègre un chiffre d'affaires non contributif à hauteur de 75,4 millions d'euros (vs. 77,4 millions d'euros au 31 décembre 2022) qui se décompose de la manière suivante :

Au 31 décembre	2022	2023
Investissements « IFRIC 12 » <sup>1</sup>	21,7	15,6
TGAP <sup>2</sup>	55,7	59,8
<b>CA non contributif</b>	<b>77,4</b>	<b>75,4</b>

Données consolidées en millions d'euros.

Net du chiffre d'affaires non contributif, le **chiffre d'affaires contributif** s'établit à 1 013,5 millions d'euros au 31 décembre 2023 extériorisant une hausse de +13,2 % par rapport au 31 décembre 2022 (895,3 millions d'euros).

Il intègre un **effet de périmètre** de 77,5 millions d'euros qui se décompose comme suit :

- All'Chem (France), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 : 8,5 millions d'euros
- Séché Assainissement 34 (France), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 : 2,1 millions d'euros ;
- Séché Traitement Eaux Industrielles (France), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022 : 49,1 millions d'euros ;

- Séché Assainissement Rhône-Isère (France), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 : 0,7 million d'euros ;
- Furia (Italie), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 : 15,8 millions d'euros ;
- Essac (Pérou), intégrée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 : 1,3 million d'euros.

Pour mémoire, Séché Environnement a acquis au 2<sup>nd</sup> semestre 2023, la société namibienne Rent-A-Drum<sup>3</sup> qui sera intégrée au périmètre de consolidation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Au 31 décembre 2023	France	International	Total
Filière Déchets dangereux	57,6	17,1	<b>74,7</b>
Filière Déchets non dangereux	2,8	-	<b>2,8</b>
<b>Total effet de périmètre</b>	<b>60,4</b>	<b>17,1</b>	<b>77,5</b>

**À périmètre constant**, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 936,0 millions d'euros marquant une progression de +4,6 % par rapport au 31 décembre 2022.

Sur la période, **l'effet de change** est fortement négatif, à (16,3) millions d'euros (vs. un effet de change positif de

+4,5 millions d'euros en 2022), essentiellement lié à la dégradation de la parité du Rand sud-africain (ZAR) vis-à-vis de l'Euro.

**À périmètre constant**, la progression organique du chiffre d'affaires contributif ressort à +6,4 % par rapport à 2022.

<sup>1</sup> Cf. Définitions paragraphe 2.2 du présent document. En 2023, ces investissements représentaient essentiellement les investissements réalisés sur l'incinérateur Mo'Uve de Montauban

<sup>2</sup> Cf. Définitions paragraphe 2.2 du présent document.

<sup>3</sup> Cf. Communiqué de presse du 11 septembre 2023

## Analyse du chiffre d'affaires contributif par zone géographique

Au 31 décembre

	2022		2023		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Filiales en France	629,3	70,3 %	748,6	73,9 %	+19,0 %
dont effet de périmètre	-	-	60,4	-	-
Filiales à l'international	266,0	29,7 %	264,9	26,1 %	-0,4 %
dont effet de périmètre	-	-	17,1	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1013,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+13,2 %</b>

Données consolidées à change courant. À change constant, le chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2022 se serait établi à 879,0 millions d'euros, extériorisant un effet de change négatif de (16,3) millions d'euros.

L'exercice 2023 confirme un haut niveau d'activité en France alors que l'International affiche des situations plus différenciées selon les zones géographiques et enregistre de surcroît un effet de change fortement négatif principalement lié à la dégradation de la parité du Rand vis-à-vis de l'Euro :

- **En France**, le chiffre d'affaires contributif s'affiche en croissance sensible (+19,0 %), à 748,6 millions d'euros vs 629,3 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Cette forte progression intègre un effet de périmètre de 60,4 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, le chiffre d'affaires contributif réalisé par les filiales françaises s'établit à 688,2 millions d'euros marquant une hausse sensible de +9,4 % sur la période.

Séché Environnement a bénéficié de marchés industriels et collectivités soutenus par les activités de Services et d'Économie circulaire. Cette dynamique commerciale a permis au Groupe de bénéficier d'effets volumes et d'effets prix favorables, notamment au sein de la filière DND où le haut niveau d'utilisation des autorisations favorise les hausses de prix. Les activités de valorisation énergétique ont particulièrement bénéficié de l'indexation positive des prix de vente d'énergie, vapeur et électricité, qui a contribué à un chiffre d'affaires supplémentaire de l'ordre de +12 millions d'euros en 2023 par rapport à 2022 à volumes constants (et avant taxation<sup>1</sup>).

Le chiffre d'affaires réalisé en France représente 73,9 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 70,3 % un an plus tôt) ;

- **À l'International**, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 264,9 millions d'euros vs. 266,0 millions d'euros au 31 décembre 2022, soit une variation de -0,4 % en données publiées.

Le chiffre d'affaires International intègre un effet de périmètre de +17,1 millions d'euros (cf. supra). Il enregistre également un effet de change fortement négatif de (16,3) millions d'euros.

**À périmètre constant**, l'évolution du chiffre d'affaires à l'international ressort à 247,8 millions d'euros, soit une évolution organique de -0,8 % sur la période, cette quasi-stabilité reflétant des situations différenciées selon les filiales et les zones géographiques :

- La zone Europe – hors Solarca – (CA : 83,6 millions d'euros, en hausse de +2,7 %) enregistre la hausse des activités de Mecomer – activité de plate-forme de déchets dangereux en Italie qui bénéficie de la montée en puissance de ses nouvelles capacités – et la bonne orientation des activités de UTM en Allemagne, alors que Valls Quimica – régénération de solvants en Espagne – affiche un recul de son activité lié au recentrage de la filiale sur les marchés à plus forte valeur ajoutée de l'économie circulaire appliquée aux produits chimiques.
- La zone Afrique du Sud (CA : 95,4 millions d'euros, en recul de -12,3 %) : Interwaste affiche une légère hausse de son activité (de +1,4 %), cette moindre croissance étant liée aux reports de prises d'affaires au 3<sup>e</sup> trimestre de l'exercice et non totalement compensés sur la fin de l'exercice, alors que Spill Tech connaît une contraction de son activité (de l'ordre de -26,0 %) au regard d'un exercice 2022 particulièrement fort et caractérisé par des contrats d'ampleur exceptionnelle.
- La zone Amérique latine (CA : 42,5 millions d'euros, en progression de +47,0 %) fait preuve de vif rebond sur des marchés bien orientés en particulier dans les activités de Services au Pérou et alors même que la période se compare au haut niveau d'activité de 2022 en raison de contrats d'urgence environnementale d'ampleur exceptionnelle.
- Solarca – Europe et reste du Monde – (CA : 26,4 millions d'euros – en recul de -14,3 %) a connu des décalages de chantiers en début d'année qu'une meilleure dynamique commerciale au 2<sup>nd</sup> semestre n'a pas permis de combler, alors que l'année se compare de surcroît à la base forte de l'exercice 2022 qui bénéficiait d'un carnet de commandes record après les années de pandémie.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales implantées à l'international représente 26,1 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 29,7 % un an plus tôt).

1 Taxation en lien avec le plafonnement des profits infra-marginaux des producteurs d'électricité instauré par la Loi de finances pour 2023.

## Analyse du chiffre d'affaires contributif par activité

Au 31 décembre	2022		2023		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Services	405,9	45,3 %	464,8	45,9 %	+14,5 %
dont effet de périmètre	-	-	53,2	-	-
Economie circulaire et décarbonation	286,0	32,0 %	341,0	33,7 %	+19,2 %
dont effet de périmètre	-	-	24,3	-	-
Gestion de la dangerosité	203,4	22,7 %	207,7	20,5 %	+2,1 %
dont effet de périmètre	-	-	-	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 013,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+13,2 %</b>

Données consolidées à change courant.

Les activités liées à l'Économie circulaire et à la Décarbonation ainsi que les activités de Services ont porté la croissance.

**Les activités de Services** affichent un chiffre d'affaires de 464,8 millions d'euros au 31 décembre 2023 soit une hausse de +14,5 % en données publiées.

Cette progression intègre un effet de périmètre de +53,2 millions d'euros lié à la contribution des activités acquises dans les marchés de l'assainissement et de gestion des effluents industriels ainsi qu'à l'intégration d'Essac (cf. supra).

**À périmètre constant**, les activités de Services s'inscrivent en progression organique de +5,7 % sur un an, à 411,6 millions d'euros. Elles enregistrent :

- En France (CA : 259,1 millions d'euros en hausse de +13,9 %), la dynamique des Services Grands Comptes, notamment les « offres globales » qui répondent aux besoins croissants des clientèles industrielles en matière d'externalisation de leurs problématiques de développement durable, et la bonne orientation des Services à l'environnement (dépollutions, interventions d'urgence).
- À l'International (CA : 152,5 millions d'euros en recul de -5,7 %) : le recul de Spill Tech en raison d'une base de comparaison particulièrement forte en 2022, et dans une moindre mesure, de Solarca – nettoyage chimique – qui bénéficiait l'an passé d'un carnet de commandes particulièrement fourni après les années de pandémie.

Les activités de Services représentent 45,9 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 45,3 % un an plus tôt).

**Les activités liées à l'Économie circulaire et à la Décarbonation** enregistrent un chiffre d'affaires de 341,0 millions d'euros au 31 décembre 2023 soit une progression de +19,2 % en données publiées.

Cette hausse intègre la contribution *pro rata temporis* des nouveaux périmètres, à savoir All'Chem en France et Furia en Italie, pour +24,3 millions d'euros.

**À périmètre constant**, la croissance organique de l'activité ressort à +10,7 %, à 316,7 millions d'euros.

Cette progression reflète :

- En France (CA : 230,6 millions d'euros en hausse de +11,1 %), la bonne orientation des activités de valorisation matières portées par la mise en œuvre des réglementations liées à l'économie circulaire ainsi que celle des activités de valorisation énergétique soutenues par la hausse des prix de l'énergie. À noter que le chiffre d'affaires des ventes d'énergie intègre, à hauteur de 9,4 millions d'euros (vs. 5,8 millions d'euros en 2022), le produit des ventes d'électricité réalisées à des prix supérieurs à 175 euros par MWh et qui ont fait l'objet d'une taxation<sup>1</sup> comptabilisée pour le même montant dans le poste « Impôts et taxes ».
- À l'International (CA : 86,1 millions d'euros en augmentation organique de +10,0 %), la bonne orientation des activités de Mecomer en Italie et d'UTM en Allemagne.

Les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation représentent 33,7 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 32,0 % un an plus tôt).

1 Plafonnement des profits infra-marginaux des producteurs d'électricité institué par la Loi de finances pour 2023.

**Les activités liées à la Gestion de la dangerosité** totalisent un chiffre d'affaires de 207,7 millions d'euros, en hausse de +2,1 % en données publiées comme à change constant :

- En France, ces activités affichent une hausse de +2,3 % à 198,5 millions d'euros. Elles ont principalement bénéficié d'effets prix favorables sur des marchés caractérisés par le bon niveau d'utilisation des installations de traitement thermiques dans la filière Déchets dangereux, et la saturation des autorisations dans les métiers de gestion de déchets ultimes dans la filière Déchets non dangereux ;

- À l'International, à 9,2 millions d'euros, ces activités affichent un léger recul de -2,0 % à change courant et de -2,8 % à change constant en lien avec le moindre dynamisme des marchés de déchets ultimes dangereux en Amérique latine au regard de l'exercice 2022 où ils avaient été portés par des contrats d'ampleur exceptionnelle.

Les activités liées à la Gestion de la dangerosité représentent 20,5 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs. 22,7 % un an plus tôt).

## Analyse du chiffre d'affaires contributif par filière

Au 31 décembre

	2022		2023		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Filière Déchets dangereux	568,8	63,5 %	686,3	67,7 %	+20,7 %
dont effet de périmètre	-	-	74,7	-	-
Filière Déchets non dangereux	326,5	36,5 %	327,2	32,3 %	+0,2 %
dont effet de périmètre	-	-	2,8	-	-
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF</b>	<b>895,3</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 013,5</b>	<b>100,0 %</b>	<b>+13,2 %</b>

Données consolidées à change courant.

**La filière Déchets Dangereux (DD)** réalise un chiffre d'affaires de 686,3 millions d'euros, en forte progression de +20,7 % par rapport au 31 décembre 2022.

La filière enregistre un effet de périmètre est de 74,7 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, la croissance organique de la filière ressort à +8,9 %, soutenue par le dynamisme des marchés industriels en France :

- En France, la filière a réalisé un chiffre d'affaires de 418,1 millions d'euros, en hausse de +11,5 % par rapport à l'exercice 2022. Sur la période, la filière a été portée par les activités d'Économie circulaire (valorisation matières et surtout, énergie) et par ses activités de Services (offres globales, urgence environnementale).
- À l'International, le chiffre d'affaires de la filière s'établit à 193,5 millions d'euros soit une hausse organique de +3,8 % par rapport à l'an passé. Cette évolution retrace la bonne orientation des marchés de valorisation en Europe obérée par le recul des activités de Services hors Europe (notamment Spill Tech et Solarca).

La filière Déchets Dangereux représente 67,7 % du chiffre d'affaires contributif en 2023 vs. 63,5 % un an plus tôt.,

**La filière Déchets non dangereux (DND)** affiche un chiffre d'affaires contributif de 327,2 millions d'euros, stable par rapport à 2022 (+0,2 % en données publiées).

Cette progression intègre un effet de périmètre de 2,8 millions d'euros (cf. supra).

**À périmètre constant**, la croissance organique de la filière ressort à +2,2 % reflétant :

- En France (CA à 270,0 millions d'euros en hausse de +6,2 %), la sensible progression des activités liées à l'Économie circulaire (notamment la valorisation énergétique soutenue par la hausse des prix de l'énergie).
- À l'International (CA à 54,4 millions d'euros en retrait organique de -14,3 %), le recul ponctuel des activités DND en Afrique du Sud.

La filière Déchets Non Dangereux représente 32,3 % du chiffre d'affaires contributif en 2023, vs. 36,5 % un an plus tôt.

## 2.3.2 COMMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS EN 2023

### 2.3.2.1 Excédent brut d'exploitation

Au 31 décembre 2023, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) atteint 217,7 millions d'euros, soit 21,5 % du chiffre d'affaires contributif, marquant une hausse de +8,0 % en données publiées sur un an (vs. 201,6 millions d'euros, soit 22,6 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt).

L'effet de périmètre est négatif de (0,7) million d'euros et l'effet de change est négatif de (3,3) millions d'euros.

À périmètre constant, l'EBE affiche une progression organique de +10,1 % sur la période et ressort à 218,4 millions d'euros, soit 23,3 % du chiffre d'affaires contributif.

Le périmètre France est le principal contributeur de cette progression. En effet, la hausse de l'EBE (+16,8 millions d'euros) retrace essentiellement :

- Des effets volumes et des effets mix négatifs pour (12,7) millions d'euros : le périmètre France affiche des effets-volumes et mix positifs (+3,4 millions d'euros) tandis

que les volumes à l'international sont impactés par les baisses d'activité dans les métiers de Services (cf. supra).

- Des effets prix positifs pour +53,9 millions d'euros essentiellement liés à la forte contribution du périmètre France (+57,2 millions d'euros), la dynamique favorable des prix étant soutenue par le taux d'utilisation élevé des outils (cf. supra).

Partiellement compensés par les évolutions :

- Des charges opérationnelles variables (+5,6 millions d'euros) : à noter la contribution positive de l'International (+8,0 millions d'euros), la baisse des charges variables accompagnant la baisse des volumes sur ce périmètre.
- Des charges fixes (+18,8 millions d'euros), liées essentiellement aux hausses des coûts de maintenance et la progression des charges de personnel en France alors que les coûts fixes sont parfaitement maîtrisés à l'International.

### Analyse de l'EBE par périmètre géographique

Au 31 décembre En millions d'euros	2022			2023		
	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	895,3	629,3	266,0	1 013,5	748,5	265,0
<b>EBE</b>	<b>201,6</b>	<b>148,7</b>	<b>52,9</b>	<b>217,7</b>	<b>174,1</b>	<b>43,6</b>
% CA contributif	22,6 %	23,6 %	19,9 %	21,5 %	23,3 %	16,5 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, l'EBE atteint 174,1 millions d'euros, en progression de +17,0 % à 23,3 % du chiffre d'affaires contributif, (vs. 148,7 millions d'euros soit 23,6 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

Cette progression intègre un effet de périmètre de (2,6) millions d'euros correspondant à la contribution *pro rata temporis* des activités consolidées en 2022 et 2023 (All'Chem, STEI, Séché 34 et Séché ARI).

À périmètre constant, l'EBE France s'établit à 176,7 millions d'euros en hausse de +18,8 % par rapport à 2022, qui le porte à 25,7 % du chiffre d'affaires contributif.

La progression de la rentabilité opérationnelle brute sur des niveaux historiquement élevés illustre la capacité du Groupe à intégrer rapidement de nouvelles activités et à élever leur rentabilité à ses meilleurs standards.

En particulier, elle résulte :

- Des effets volumes et mix positifs, pour +3,4 millions d'euros, qui résultent essentiellement de la politique d'efficacité industrielle sur la disponibilité des outils et l'efficacité des procédés (logistique en particulier).

- Des effets prix positifs à hauteur de +57,2 millions d'euros, lié au taux d'utilisation élevé des outils industriels et à la dynamique des prix de vente de l'énergie au cours de l'exercice.

- De la hausse modérée des charges opérationnelles variables (+13,6 millions d'euros), essentiellement liée aux charges de sous-traitance alors que la période s'est caractérisée par la réduction de l'impact des achats d'énergie par rapport à l'an passé. À noter que la baisse des volumes dans les activités de gestion de déchets ultimes non dangereux s'est accompagnée d'une réduction significative des charges variables.

- De la progression des charges fixes (+18,8 millions d'euros), reflétant la hausse des coûts de maintenance et la hausse des charges de personnels liée d'une part à l'augmentation des effectifs et d'autre part, à la volonté du Groupe d'accompagner ses collaborateurs dans le contexte inflationniste actuel.

- La neutralisation, par des produits de régularisation de taxes foncières, de l'impact du plafonnement des prix de ventes d'électricité pour (9,4) millions d'euros environ vs. (5,8) millions d'euros en 2022.

**Sur le périmètre international**, l'EBE s'affiche à 43,6 millions d'euros soit 16,5 % du chiffre d'affaires contributif.

Il intègre un effet de périmètre de +1,8 million d'euros lié aux contributions de Furia et d'Essac sur les 3 derniers mois de l'exercice. L'effet de change est négatif de (3,3) millions d'euros.

**À périmètre constant**, l'EBE ressort à 41,7 millions d'euros marquant un recul organique de (15,9)% à 16,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 52,9 millions d'euros, soit 19,9 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

### 2.3.2.2 Résultat opérationnel courant

Au 31 décembre 2023, le Résultat opérationnel courant (ROC) s'établit à 101,2 millions d'euros soit 10,0 % du chiffre d'affaires contributif marquant une hausse sensible de +10,8 % en données publiées par rapport à l'an passé (91,3 millions d'euros, soit 10,2 % du chiffre d'affaires contributif).

Il intègre la contribution négative des nouveaux périmètres pour (3,9) millions d'euros, ainsi qu'un effet de change négatif de (2,1) millions d'euros.

#### Analyse du ROC par périmètre géographique

Au 31 décembre En millions d'euros	2022			2023		
	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	895,3	629,3	266,0	1 013,5	748,5	265,0
<b>ROC</b>	<b>91,3</b>	<b>61,7</b>	<b>29,6</b>	<b>101,2</b>	<b>80,8</b>	<b>20,4</b>
% CA contributif	10,2 %	9,8 %	11,1 %	10,0 %	10,8 %	7,7 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, le ROC s'établit à 80,8 millions d'euros, soit 10,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 61,7 millions d'euros à 9,8 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt), marquant une progression de +39,0 % par rapport à 2022. Cette hausse intègre un effet de périmètre de (5,1) millions d'euros relatif à la contribution *pro rata temporis* des activités consolidées en 2022 et 2023 (All'Chem, STEI, Séché 34 et Séché ARI).

**À périmètre constant**, le ROC France atteint 85,9 millions d'euros soit 12,5 % du chiffre d'affaires contributif. Cette excellente performance reflète la progression organique de l'EBE (+28,0 millions d'euros) minorée des dotations aux amortissements et provisions en augmentation modérée en raison de la maîtrise des investissements et de la qualité du portefeuille de créances Clients.

- **Sur le périmètre international**, le ROC s'établit à 20,4 millions d'euros, soit 7,7 % du chiffre d'affaires

Cette évolution de (11,2) millions d'euros reflète principalement :

- Des effets-volumes et mix négatifs à hauteur de (16,1) million d'euros liés aux baisses d'activité dans les métiers de services (notamment Spill Tech et Solarca).
- Des effets-prix stables hors effet de change.
- Des charges opérationnelles variables en recul de (8,0) millions d'euros en lien avec la baisse des volumes dans les activités de services.
- Des charges fixes stables.

**À périmètre constant**, le ROC affiche une progression organique significative (+17,8 %) et atteint à 105,1 millions d'euros soit 11,2 % du chiffre d'affaires contributif. Cette amélioration reflète, pour l'essentiel, la hausse organique de l'EBE (+20,2 millions d'euros) et de la progression modérée des dotations aux amortissements en France et à l'International résultant de la bonne maîtrise des investissements industriels.

contributif, soit un recul de (31,1) % sur la période (vs. 29,6 millions d'euros, soit 11,1 % du chiffre d'affaires en 2022).

Cette contraction intègre un effet de périmètre de +1,3 million d'euros lié à la contribution sur 3 mois des acquisitions réalisées fin 2023, ainsi qu'un effet de change négatif de (2,1) millions d'euros.

**À périmètre constant**, le ROC s'établit à 19,2 millions d'euros soit 7,7 % du chiffre d'affaires, marquant un recul organique de (30,2) % sur un an.

Cette moindre contribution retrace essentiellement le recul organique de l'EBE International pour (7,8) millions d'euros et la hausse des amortissements relative entre autres, aux nouvelles capacités d'Interwaste (alvéoles de classe A à Klinkerstene, installation de traitement d'effluents industriels...).

### 2.3.2.3 Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel (RO) atteint 91,4 millions d'euros, soit 9,0 % du chiffre d'affaires contributif, en hausse de +4,9 % à change courant par rapport à l'an passé (+12,2 % à périmètre et change constants).

Cette évolution retrace essentiellement la progression du ROC minorée, notamment, d'une provision sur

immobilisations incorporelles de 7,1 millions d'euros. Cette dépréciation est principalement liée à la non-utilisation de développements exécutés dans le cadre de la mise en place de l'ERP français suite aux tests réalisés par les sociétés pilotes au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2023.

### 2.3.2.4 Résultat financier

Au 31 décembre 2023, le Résultat financier s'établit à (22,2) millions d'euros contre (18,5) millions d'euros fin 2022, marquant une hausse de +20,0 % sur un an.

Cette évolution reflète principalement :

- L'augmentation du **coût de l'endettement brut**, à (26,1) millions d'euros vs. (17,8) millions d'euros il y a un an,

lié à la hausse du coût de la dette brute à 3,49 % (vs. 2,56 % en 2022) et à la progression de la dette brute moyenne ;

- L'amélioration du poste « **Autres produits et charges financiers** », à +0,5 million d'euros vs. (0,9) million d'euros en 2022, principalement en raison de la constatation d'un produit de désactualisation de la provision pour risque trentenaire, à hauteur de +1,8 million d'euros (vs. une charge de (0,5) million d'euros il y a un an).

### 2.3.2.5 Impôts sur les résultats

Au 31 décembre 2023, le poste « Impôts sur les résultats » s'établit à (17,8) millions d'euros vs. (19,2) millions d'euros en 2022 soit un taux d'imposition effectif de 25,8 % vs. 28,1 %.

L'impôt sur les résultats se répartit :

- **Sur le périmètre France**, à hauteur de (14,8) millions d'euros-dont (7,9) millions d'euros d'impôts différés – vs.

(12,1) millions d'euros – dont (5,6) millions d'euros d'impôts différés il y a un an ;

- **Sur le périmètre international**, à hauteur de (3,1) millions d'euros – dont +2,0 millions d'euros d'impôts différés – vs. (7,1) million d'euros – dont +1,2 million d'euros d'impôts différés – il y a un an.

### 2.3.2.6 Quote-part dans les résultats des entreprises associées

La quote-part dans les résultats des entreprises associées concerne principalement la part du Groupe dans le résultat des sociétés Gerep, Sogad, La Barre-Thomas et Solena

Valorisation. Il s'établit à (1,3) million d'euros au 31 décembre 2023 soit un montant identique à celui de l'an passé.

### 2.3.2.7 Résultat net consolidé

Après comptabilisation de la **quote-part dans les résultats des entreprises associées**, soit (1,3) million d'euros au 31 décembre 2023, le **Résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 50,0 millions d'euros vs. 47,9 millions d'euros en 2022.

Net de la **part des participations ne donnant pas le contrôle**, à hauteur de (2,2) millions d'euros, le **Résultat net part du Groupe** s'établit à 47,8 millions d'euros, soit 4,7 % du chiffre d'affaires contributif au 31 décembre 2023 (vs.

44,6 millions d'euros, soit 5,0 % du chiffre d'affaires contributif en 2022).

Le **Résultat net par action** s'établit à 6,13 euros vs. 5,72 euros au 31 décembre 2022.

Le **dividende** sera porté de 1,10 euro à 1,20 euro par action et détachera le 8 juillet 2024 et sera mis en paiement à compter du 10 juillet 2024<sup>1</sup>. Le taux de distribution est en légère progression par rapport à celui de l'an passé, à 19,6 % du résultat par action 2023 vs. 19,2 %.

1 Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 avril 2024

## 2.4 COMMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

### 2.4.1 SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En millions d'euros	2022	2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	148,1	187,3
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(189,5)	(168,7)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(5,2)	18,8
Variation de trésorerie des activités poursuivies	(46,6)	37,3
Variation de trésorerie des activités abandonnées	-	-
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>(46,6)</b>	<b>37,3</b>

Au cours de la période, la variation de trésorerie a évolué de +84,0 millions d'euros générant un flux positif de +37,3 millions d'euros sur la période.

Cette évolution favorable retrace essentiellement :

- La hausse des flux générés par les activités opérationnelles : +39,2 millions d'euros ;
- La réduction des flux liés aux opérations d'investissement : +20,8 millions d'euros ;
- La contribution des flux liés aux opérations de financement : +24,0 millions d'euros.

### 2.4.2 FLUX DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours de l'exercice 2023, le Groupe génère 187,3 millions d'euros de flux de trésorerie issus des activités opérationnelles (vs. 148,1 millions d'euros un an plus tôt), soit une hausse de +39,2 millions d'euros.

Cette évolution traduit l'effet conjugué des variations :

- De la **marge brute d'autofinancement avant impôts et frais financiers** en progression de +17,6 millions d'euros, à 206,5 millions d'euros (vs. 188,9 millions d'euros en 2022) reflétant la progression de l'EBE sur la période.
- Du **besoin en fonds de roulement**, à (6,3) millions d'euros vs. (25,1) millions d'euros en 2022. Le retour de la variation du BFR à un niveau en lien avec la croissance de l'activité démontre le succès du travail du Groupe sur les comptes Clients malgré les conséquences de la cyberattaque au printemps 2023 sur la facturation et le recouvrement.
- Des **impôts décaissés** en baisse de (2,9) millions d'euros à (12,9) millions d'euros vs. (15,8) millions d'euros en 2022.

### 2.4.3 FLUX DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

(En millions d'euros)	2022	2023
Investissements industriels (hors investissements « IFRIC 12 ») nets	105,0	97,2
Investissements financiers nets	0,2	0,0
<b>INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS NETS</b>	<b>105,2</b>	<b>97,2</b>
Investissements industriels nets	95,7	88,7
Investissements financiers nets	(0,1)	0,1
Acquisition de filiales – trésorerie nette	80,7	62,3
<b>INVESTISSEMENTS DÉCAISSÉS NETS</b>	<b>176,3</b>	<b>151,1</b>

En 2023, les **investissements industriels comptabilisés nets** s'établissent en net recul, à 97,2 millions d'euros soit

9,6 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 105,0 millions d'euros en 2022 soit 11,4 % du chiffre d'affaires contributif).

Ils se composent des :

- **Investissements récurrents (ou de maintenance)** pour 68,2 millions d'euros, soit 6,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 57,4 millions d'euros en 2022, soit 6,4 % du chiffre d'affaires contributif), cette hausse s'expliquant essentiellement par le poids des GER (charges périodiques de Grand Entretien - Réparations) sur cet exercice.
- **Investissements non récurrents (ou de développement)** pour 29,0 millions d'euros, soit 2,9 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 47,6 millions d'euros en 2022, soit 5,3 % du chiffre d'affaires contributif). Ils concernent essentiellement des investissements de croissance dans les Services et dans les métiers de l'Économie circulaire.

**Par nature**, les investissements industriels comptabilisés se répartissent de la manière suivante :

- 16,3 millions d'euros de dépenses de seconde catégorie « GER » (vs. 9,8 millions d'euros en 2022) ;

- 35,8 millions d'euros au titre des métiers de Gestion de la Dangersité (vs. 49,7 millions d'euros en 2022) ;
- 19,2 millions d'euros au titre des métiers d'Économie circulaire (vs. 14,1 millions d'euros en 2022) ;
- 20,0 millions d'euros au titre des métiers de Services (vs. 23,3 millions d'euros en 2022) ;
- 5,9 millions d'euros d'investissements divers (vs. 8,1 millions d'euros en 2022).

Les investissements réalisés en anticipation des évolutions réglementaires ainsi que ceux liés à la santé, la sécurité, l'environnement... ont représenté 20,9 millions d'euros (soit 21,5 % des investissements comptabilisés nets) vs. 16,0 millions d'euros en 2022 (soit 15,2 % des investissements comptabilisés nets).

**Par filière**, les investissements industriels comptabilisés (hors investissements « IFRIC 12 ») se répartissent ainsi :

	2022		2023	
	M€	%	M€	%
Filière déchets dangereux	69,7	66,4 %	65,3	67,2 %
Filière déchets non dangereux	35,3	33,6 %	31,9	32,8 %
<b>Total</b>	<b>105,0</b>	<b>100,0 %</b>	<b>97,2</b>	<b>100,0 %</b>

**Par zones géographiques**, la répartition des investissements industriels comptabilisés (hors investissements « IFRIC 12 ») démontre la prépondérance des

investissements réalisés en France et à l'International, ceux réalisés par les principales filiales en Italie, en Afrique du Sud et en Espagne :

	2022		2023	
	M€	%	M€	%
<b>France</b>	<b>78,7</b>	<b>75,0 %</b>	<b>79,3</b>	<b>81,6 %</b>
Allemagne	0,1	0,1 %	0,1	0,1 %
Espagne <sup>1</sup>	5,5	5,2 %	4,5	4,6 %
Italie	9,9	9,3 %	(0,8)	(0,8) %
Chili	0,9	0,9 %	1,6	1,7 %
Mexique	ns	ns	0,3	0,3 %
Pérou	0,9	0,9 %	2,4	2,5 %
Afrique du Sud	9,0	8,6 %	9,7	10,0 %
<b>Total international</b>	<b>26,3</b>	<b>25,0 %</b>	<b>17,9</b>	<b>18,4 %</b>
<b>Total consolidé (hors IFRIC 12)</b>	<b>105,0</b>	<b>100,0 %</b>	<b>97,2</b>	<b>100,0 %</b>

Concernant les investissements des années futures, les organes de Direction de la Société ne prennent d'engagements fermes que s'agissant des investissements

concessifs dont le financement est réalisé par emprunt bancaire porté par l'entité détentrice de la DSP.

1 Les investissements réalisés par Solarca sont intégrés à 100 % au périmètre « Espagne ».

La capacité du Groupe à autofinancer ses investissements (hors investissements concessifs, financés intégralement par endettement bancaire) a évolué favorablement sur la

période, comme l'illustre l'amélioration des taux de couverture des investissements industriels et financiers par le cashflow opérationnel :

(En millions d'euros)	2022	2023
<b>EBE</b>	<b>201,6</b>	<b>217,7</b>
Charges de réhabilitation et d'entretien des sites de traitement et actifs concédés	(11,0)	(10,6)
Autres charges et produits opérationnels calculés (y compris résultat de change)	(1,7)	(0,6)
<b>MBA avant IS et frais financiers</b>	<b>188,9</b>	<b>206,5</b>
Variation de BFR	(25,0)	(6,3)
Impôts décaissés	(15,8)	(12,9)
<b>Cash flow opérationnel (A)</b>	<b>148,1</b>	<b>187,3</b>
Investissements nets décaissés (B)	(95,7)	(88,7)
<b>Solde opérationnel</b>	<b>52,4</b>	<b>98,6</b>
(A)/(B)	154 %	212 %
Investissements financiers nets décaissés (C)	(80,7)	(62,3)
<b>Solde après opérations d'investissements</b>	<b>(28,3)</b>	<b>36,3</b>
A/(B+C)	84 %	124 %

Nota : les investissements concessifs (investissements « IFRIC 12 ») sont financés par des lignes spécifiques adossées.

## 2.4.4 FLUX DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Le solde des flux de financement s'établit à +18,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2023, marquant une variation de +24,0 millions d'euros sur un an qui reflète principalement :

- **Les flux de nouveaux emprunts** : +163,5 millions d'euros vs. +104,8 millions d'euros l'an passé. Ces flux intègrent notamment le prêt participatif « Relance » octroyé en juillet 2023 pour un montant de 57,8 millions d'euros et pour une durée de 8 ans.
- **Les flux de remboursement d'emprunts** : (85,2) millions d'euros vs. (60,7) millions d'euros en 2022.
- **Les charges d'intérêt décaissées** : (19,6) millions d'euros vs. (14,6) millions d'euros en 2022.
- **Les flux de dividendes** versés aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle : (9,9) millions d'euros vs. (8,8) millions d'euros en 2022.
- **Les flux de trésorerie sans prise de contrôle** : (0,6) million d'euros vs. (3,0) millions d'euros en 2022.
- **La variation des actions propres** pour (0,1) million d'euros vs. 0,1 million d'euros en 2022.
- **Le remboursement des dettes locatives** à hauteur de (29,3) millions d'euros -dont intérêts sur locations pour (3,6) millions d'euros vs. (23,5) millions d'euros dont intérêts sur locations pour (2,4) millions d'euros en 2022.

## 2.5 COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

### 2.5.1 EXTRAIT DU BILAN CONSOLIDÉ

En millions d'euros

	2022	2023
	Réel	Réel
Actifs non courants	963,3	1 032,3
Actifs courants (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	315,0	391,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	126,2	162,2
Actifs destinés à la vente	-	-
Fonds propres (y.c. intérêts minoritaires)	317,4	346,3
Passifs non courants	660,8	731,0
Passifs courants	426,4	508,4
Passifs destinés à la vente	-	-

### 2.5.2 ACTIFS NON COURANTS

La progression des actifs non courants (+69,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022) reflète principalement la variation des postes :

- « **Immobilisations corporelles et incorporelles** » : en hausse de + 65,4 millions d'euros à 945,7 millions d'euros, en lien avec :
  - La hausse des actifs incorporels à hauteur de 39,2 millions d'euros, principalement liée à l'accroissement du poste « goodwill » en raison des acquisitions de Furia et d'Essac ;
  - La hausse des immobilisations corporelles (+37,6 millions d'euros), qui inclue une variation de périmètre de +11,9 millions d'euros liée à la reconnaissance provisoire des actifs à leur juste valeur de Furia et Essac.

- « **Autres actifs financiers non courants** » : +16,8 millions d'euros, ce poste comptabilise entre autres, la hausse des créances opérationnelles concessives (+12,2 millions d'euros) en lien avec les travaux réalisés dans le cadre de la modernisation de l'unité de valorisation énergétique Mo'UVE à Montauban.
- « **Autres actifs non courants** » : en baisse de (4,6) millions d'euros. Ce poste est principalement constitué de la créance due par l'EMS Strasbourg à Sénerval.
- « **Impôts différés actifs** » : en diminution de (4,9) millions d'euros.

### 2.5.3 ACTIFS COURANTS (HORS TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS)

Les actifs courants hors trésorerie s'établissent à 301,2 millions d'euros, en hausse de +76,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022.

Cette évolution retrace principalement les évolutions des postes :

- « **Clients** » pour +62,3 millions d'euros (dont +27,8 millions d'euros liés aux entrées de périmètre).
- « **Créances sur l'État** » : +7,0 millions d'euros principalement au titre de la TVA.
- « **Comptes courants débiteurs** » : +3,8 millions d'euros représentant les avances faites aux entreprises associées.

## 2.5.4 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres (part du Groupe) en 2023 se décompose comme suit<sup>1</sup> :

(En millions d'euros)	Groupe	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Fonds propres au 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>310,1</b>	<b>7,3</b>	<b>317,4</b>
Autres éléments du résultat global	(11,0)	0,1	(10,9)
Résultat – part du Groupe	47,8	2,2	50,0
Augmentation de capital	-	0,4	0,4
Dividendes versés	(8,6)	(1,8)	(10,4)
Actions propres	(0,1)	-	(0,1)
Regroupement d'entreprises	-	ns	-
Transactions entre actionnaires	-	-	-
Autres variations	0,2	(0,2)	ns
<b>FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2023</b>	<b>338,3</b>	<b>8,0</b>	<b>346,3</b>

## 2.5.5 PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

(En millions d'euros)	2022			2023		
	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Instruments de couverture	10,3	-	10,3	5,9	-	5,9
Provisions	53,1	2,7	55,8	59,4	4,5	63,9
Autres passifs	4,8	311,2	316,0	7,1	364,8	371,9
Impôt exigible	-	1,1	1,1	-	1,1	1,1
<b>Total (hors dettes financières)</b>	<b>68,2</b>	<b>315,0</b>	<b>383,2</b>	<b>72,4</b>	<b>370,4</b>	<b>442,8</b>
Dettes financières	592,6	111,5	704,1	660,6	138,0	798,6
<b>TOTAL</b>	<b>660,8</b>	<b>426,5</b>	<b>1087,3</b>	<b>733,0</b>	<b>508,4</b>	<b>1241,4</b>

Les passifs courants et non courants, hors dettes financières, s'établissent à 442,8 millions d'euros et affichent une variation de +59,6 millions d'euros reflétant principalement :

- Pour +2,5 millions d'euros, la variation des « **dettes sur acquisitions d'immobilisations** », correspondant :
  - À hauteur de (4,1) millions d'euros, au complément de prix d'acquisition de la société chilienne Ciclo.
  - À hauteur de 0,7 million d'euros, au solde de complément de prix pour la société péruvienne Essac.
  - À hauteur de 0,8 million d'euros, au solde de prix de l'activité « Eaux Industrielles » de Veolia
  - Pour le solde (31,9 millions d'euros), à la hausse des dettes sur acquisitions d'immobilisations liées à des projets d'investissements en France.
- Pour +7,5 millions d'euros, la hausse des « **dettes sociales** » en raison de la reprise des passifs sociaux des sociétés acquises.
- Pour +13,4 millions d'euros, la hausse des **dettes envers l'État** (hors IS), dont 7,0 millions d'euros au titre de la TVA et dont 3,6 millions d'euros environ, au titre de la contribution visant à plafonner les revenus inframarginaux des producteurs d'électricité instaurée par la Loi de finances pour 2023.
- Pour le solde, les variations des autres passifs et plus particulièrement des postes de passifs courants tels que « Dettes Fournisseurs » (+30,1 millions d'euros).

<sup>1</sup> Cf. Note 3.2.4.13 du présent document

## 2.5.6 ENDETTEMENT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'endettement net en 2023 :

(en millions d'euros)	2022	2023
Dettes auprès des établissements de crédit (hors dettes sans recours)	186,5	211,2
Dettes sans recours auprès des établissements de crédit	24,3	21,5
Dettes obligataires	415,8	421,1
Dettes locatives	65,4	70,7
Instruments dérivés	9,6	5,5
Autres dettes financières (y compris ICNE)	2,3	61,8
Dettes d'affacturage	7,0	9,2
Concours bancaires courants	2,7	3,1
<b>TOTAL DETTES FINANCIÈRES (courantes et non courantes)</b>	<b>713,6</b>	<b>804,1</b>
Trésorerie active	(126,2)	(162,2)
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>587,4</b>	<b>641,9</b>
Dont à moins d'un an (1)	(14,8)	(24,2)
Dont à plus d'un an	602,2	666,1

(1) La trésorerie active est considérée à moins d'un an

**L'endettement financier brut** s'établit à 804,1 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 713,6 millions d'euros un an plus tôt.

Cette progression de +90,5 millions d'euros reflète essentiellement :

- L'**effet de périmètre** lié à l'intégration des sociétés acquises en 2023 : +8,6 millions d'euros dont +3,8 millions d'euros au titre des dettes locatives.

Et **à périmètre constant**, principalement les variations :

- De la dette auprès des établissements de crédit : +18,1 millions d'euros, dont (2,8) millions d'euros au titre de la dette sans recours qui finance les investissements IFRIC 12 dans Mo'Uve ;

- De la dette obligataire : +5,4 millions d'euros, principalement liés à l'évolution de la juste valeur des instruments dérivés.
- Des instruments dérivés : (4,1) millions d'euros en lien avec l'évolution de leur juste valeur.
- Des dettes locatives : +1,5 million d'euros.
- Des dettes financières diverses (y compris ICNE) : +59,5 millions d'euros principalement liés à l'obtention, en juillet 2023, d'un prêt participatif « Relance » d'un montant de 57,8 millions d'euros sur 8 ans.
- De la dette d'affacturage : +2,2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2023, la part de la dette financière brute y compris les dettes locatives et après prise en compte des instruments de couverture à taux fixe ressort à 74 % (vs. 73 % en 2022). Rapporté à la dette financière nette, le **taux de couverture** atteint 93 % (vs. 89 % en 2022).

**La répartition de l'endettement financier brut** (hors instruments financiers) **par devises** est la suivante :

Au 31 décembre	2022		2023	
	M€	%	M€	%
<b>Euros</b>	<b>679,5</b>	<b>95,2 %</b>	<b>761,3</b>	<b>95,3 %</b>
ZAR (Afrique du sud)	15,5	2,2 %	14,7	1,8 %
PEN (Pérou)	14,3	2,1 %	16,8	2,1 %
USD (USA)	2,1	0,3 %	2,2	0,3 %
SGD (Singapour)	1,3	0,2 %	1,2	0,2 %
QAR (Qatar)	0,3	<0,1 %	0,1	<0,1 %
GBP (UK)	0,3	<0,1 %	0,1	<0,1 %
CLP (Chili)	0,2	<0,1 %	2,2	<0,1 %
Autres devises	0,1	<0,1 %	ns	ns
<b>TOTAL CONSOLIDÉ</b>	<b>713,6</b>	<b>100,0 %</b>	<b>798,6</b>	<b>100,0 %</b>

Par maturité, l'**échancier contractuel résiduel** de l'endettement brut – hors dettes locatives et instruments de couverture – s'analyse de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>&gt;2028</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>727,8</b>	128,2	46,8	96,7	49,1	320,3	94,6

Au 31 décembre 2023, la **trésorerie active** s'établit à 162,2 millions d'euros, vs. 126,2 millions d'euros un an plus tôt, marquant une sensible progression de +36,0 millions d'euros.

À la même date, l'**endettement financier net** du Groupe ressort à 641,9 millions d'euros (vs. 587,4 millions un an plus tôt) marquant une progression de +54,5 millions d'euros, dont +35,5 millions d'euros liés à des effets non cash et +62,3 millions d'euros liés aux opérations de croissance externes :

<i>En millions d'euros</i>	<b>31/12/22</b>	<b>31/12/23</b>
<b>Endettement financier net d'ouverture</b>	<b>474,9</b>	<b>587,4</b>
Flux des activités opérationnelles	(148,1)	(187,3)
Investissements industriels décaissés nets	95,7	88,7
Investissements financiers décaissés nets	(0,1)	0,1
Dividendes	8,8	9,9
Intérêts décaissés nets (dont intérêts sur dettes locatives)	17,0	23,2
Variation des autres prêts et créances financiers	16,1	22,2
Augmentation ou diminution de capital	0,6	-
<b>Variation de l'endettement net à périmètre constant</b> (avant effets non cash)	<b>464,9</b>	<b>544,1</b>
Effet de périmètre	80,7	62,3
Variation non cash de la dette	41,8	35,5
<b>Endettement financier net de clôture</b>	<b>587,4</b>	<b>641,9</b>

Le **levier financier** s'établit à 2,9 fois l'excédent brut d'exploitation (EBE) vs. 2,8 fois l'EBE un an plus tôt, cette évolution retraçant le financement des croissances externes

réalisées en fin d'exercice. Il se serait établi à 2,7 fois l'EBE hors ces acquisitions.

## 2.6 ÉVOLUTION PRÉVISIBLE, PERSPECTIVES D'AVENIR ET ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

### 2.6.1 FAITS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

À la date de rédaction du présent document, nous n'avons pas eu connaissance d'autres faits postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

À notre connaissance, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société ou du Groupe.

### 2.6.2 PERSPECTIVES 2024 À 2026

Séché Environnement a publié sa feuille de route financière et extra-financière pour les exercices 2024 à 2026<sup>1</sup>.

#### 2.6.2.1 Positionnement conforté sur les marchés durablement porteurs de la transition écologique et du développement durable

Présent sur les marchés fortement réglementés en France comme à l'International, de la transition écologique et du développement durable, Séché Environnement bénéficie du renforcement tendanciel des contraintes réglementaires qui s'imposent aux acteurs économiques afin de réduire leur empreinte écologique.

Portées par les capacités d'innovation du Groupe et par la dynamique de ses marchés, les activités de Séché Environnement se concentrent sur la valeur ajoutée de la chaîne de valeurs des métiers de l'Économie circulaire, de la Gestion de la Dangerosité et des Services à l'Environnement. Sa performance environnementale tout autant que sa capacité d'innovation en matière de recherche et développement ou son organisation tournée vers l'efficacité industrielle, constitue l'un des fondements de sa stratégie de croissance.

En effet, les activités de Séché répondent aux problématiques de long terme posées aux acteurs économiques en matière de transition écologique, et particulièrement de changement climatique, d'épuisement des ressources naturelles et de protection de la biodiversité.

Par ses métiers de valorisation de ressources rares et de production d'énergie de récupération, le Groupe fournit

également des réponses aux enjeux de court terme des territoires et des industriels en matière d'accès aux matières premières, à l'eau et à l'énergie, en produisant ces ressources, régénérées et faiblement carbonées, disponibles localement et à des prix compétitifs.

Pour toutes ces raisons, elles affichent à la fois une forte visibilité, une croissance soutenue, des marges opérationnelles élevées et en progression, et une résilience avérée.

Séché adosse cette stratégie de croissance organique à une politique active de croissance externe, en France et également à l'International où le Groupe a pris des positions commerciales de premier plan dans certaines zones géographiques, comme en Italie du Nord ou en Afrique australe.

L'étendue de son offre, les synergies commerciales croisées qui en résultent, ainsi que les évolutions réglementaires qui impactent ses marchés, permettent au Groupe d'anticiper sur la période une croissance organique très sensiblement supérieure aux taux de croissance prévisionnelle des PIB au sein des zones géographiques dans lesquelles il est implanté.

#### 2.6.2.2 La feuille de route financière à horizon 2026

##### Poursuite d'une croissance organique sensible sur la période 2024 - 2026

S'appuyant sur son expertise en matière de déchets complexes et de sécurité des infrastructures industrielles, positionné au cœur des problématiques environnementales et de durabilité des territoires et des entreprises

industrielles, Séché poursuivra le déploiement son offre de solutions à haute valeur ajoutée environnementale en France et à l'international.

En France, l'activité du Groupe devrait être soutenue par les marchés dynamiques de l'Économie circulaire et surtout des Services aux industriels.

<sup>1</sup> Cf. Communiqué de presse du 11 décembre 2023

Sur les marchés de l'Économie circulaire, Séché s'attachera à développer ses capacités en matière de valorisation énergétique de déchets non dangereux dans un contexte de réduction tendancielle des capacités de traitement, et de valorisation matières des déchets dangereux.

Sur les marchés de Services, Séché bénéficiera d'un contexte réglementaire porteur et de la dynamique de croissance résultant de sa nouvelle offre dans les métiers du cycle de l'eau industrielle et des synergies croisées attendues avec les autres activités et clientèles du Groupe. Le Groupe bénéficiera également de la dynamique de croissance pour ses « offres globales », offre de gestion déléguée proposée aux industriels.

À l'international, le Groupe est confiant dans sa capacité à maintenir une croissance solide en particulier :

- En Italie, où le nouvel ensemble Mecomer-Furia offre de puissantes synergies commerciales et industrielles et fait de Séché l'un des tout premiers opérateurs des marchés des déchets dangereux.
- En Afrique australe (Afrique du Sud et Namibie), où le Groupe réunit l'offre de solutions la plus complète en matière de gestion de déchets et de sécurité environnementale à l'intention des industriels au travers de ses filiales aux compétences complémentaires : Interwaste, Spill Tech et Rent-A-Drum.

Le Groupe est également confiant sur sa capacité à profiter de la bonne orientation de ses marchés en Amérique latine, où il vient de se renforcer dans ses métiers de l'urgence environnementale avec l'acquisition récente d'Essac au Pérou.

**Au titre de l'exercice 2024**, Séché Environnement anticipe une croissance organique de son chiffre d'affaires contributif de l'ordre de 5 % par rapport au chiffre d'affaires ajusté 2023 (985 millions d'euros) à laquelle s'ajoutera la contribution des périmètres acquis en 2023 à hauteur de 60 millions d'euros environ, pour viser un chiffre d'affaires contributif de l'ordre de 1 100 millions d'euros.

**À l'horizon 2026**, et sur cette base, Séché anticipe un chiffre d'affaires contributif de l'ordre de 1 200 millions d'euros, soit un taux de croissance organique moyen de l'ordre de +5 % sur la période 2024-2026.

## Amélioration de la rentabilité opérationnelle brute et courante entre 2024 et 2026

Sur l'ensemble de ses périmètres, le Groupe poursuivra sa stratégie d'efficience industrielle, fondée sur des exigences rigoureuses en matière de sécurité, de conformité réglementaire et d'excellence opérationnelle.

Dans ce cadre, le Groupe déroule un plan de productivité qui lui permet d'anticiper :

- L'amélioration du taux d'utilisation de ses outils industriels et logistiques.
- La maîtrise des investissements industriels : ceux-ci devraient se stabiliser sur la période autour des niveaux atteints en 2023, soit entre 100 et 110 millions d'euros par an.

En 2026, le taux d'investissement normalisé s'afficherait à environ 9 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 10 % auparavant), dont environ 3 % relatifs aux investissements de maintenance, environ 2 % aux investissements liés à la sécurité et à la réglementation (soit au total environ 5 % d'investissements de maintenance), et environ 4 % d'investissements de développement.

Séché mettra en œuvre d'autres leviers pour faire progresser sa rentabilité opérationnelle brute et courante, tels que l'optimisation de la rentabilité de ses nouveaux périmètres d'activité (en particulier dans les métiers du cycle de l'eau industrielle), la poursuite de son plan d'efficience industrielle ou la maîtrise de ses charges d'exploitation à travers un plan d'économies de l'ordre de 20 millions d'euros sur la période (à périmètre constant).

Enfin, la part prépondérante des activités de Services dans le mix activités doit conduire sur la période à une progression plus rapide du ROC comparée à celle de l'EBE.

**Au titre de 2024**, Séché Environnement anticipe un EBE de l'ordre de 230 millions d'euros et un ROC de l'ordre de 105 millions d'euros.

### Le Groupe vise pour 2026 :

- Un EBE compris entre 265 et 275 millions d'euros, soit un taux de rentabilité opérationnelle brute compris entre 22 % et 23 % du chiffre d'affaires contributif ;
- Un ROC compris entre 132 et 144 millions d'euros, soit un taux de rentabilité opérationnelle courante compris entre 11 % et 12 % du chiffre d'affaires contributif.

01

02

03

04

05

06

07

## Maximisation de la génération de trésorerie libre

Séché Environnement s'attachera à maximiser sa génération de trésorerie libre<sup>1</sup> par la maîtrise de ses investissements autour de leur niveau actuel, la neutralisation de sa variation de besoin en fonds de roulement en moyenne sur la période et une politique de dividendes adaptée.

Pour 2024, Séché Environnement anticipe ainsi un levier financier inférieur à 2,7 X l'EBE (hors acquisitions).

Sur la période 2024 à 2026, le Groupe entend générer un flux de trésorerie libre supérieur ou égal à 250 millions d'euros sur la période 2024 et 2026 (hors acquisitions).

### 2.6.2.3 Les nouveaux engagements extra-financiers à horizon 2026

Fort de sa capacité à coupler croissance économique et réduction des impacts environnementaux de ses clients, Séché environnement s'est fixé de nouveaux objectifs extra-financiers à 2026 :

- **Poursuivre la décarbonation de ses activités** : -13 % de gaz à effet de serre<sup>2</sup> (en ligne avec la cible validée début 2023 par la SBTi).
- **Consolider sa capacité à décarboner ses clients** en augmentant des activités de recyclage matière : +50 % de gaz à effet de serre évités.
- **Renforcer sa sobriété énergétique** : -12 % de consommation d'énergie.

- **Augmenter sa résilience énergétique** : 300 % d'autosuffisance énergétique.
- **Réduire la consommation en eau** de ses activités : -13 % de consommation d'eau.
- **Préserver la biodiversité** : 80 % d'avancement de son plan d'actions Act4Nature.

Ces différents objectifs permettront de réduire les impacts environnementaux de Séché Environnement, ainsi que ceux de ses clients, renforçant le positionnement du Groupe en tant qu'acteur clé de la transition écologique.

## 2.7 PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

### 2.7.1 PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT DE SÉCHÉ ENVIRONNEMENT SA

(En milliers d'euros)	2022	2023	Variation
Chiffre d'affaires	17 834	19 881	+11,5 %
Résultat d'exploitation	(8 086)	(12 352)	-52,8 %
Résultat financier	45 581	37 487	-17,8 %
Résultat exceptionnel	16	45	ns
IS (y compris intégration fiscale)	(14 364)	(18 860)	+31,3 %
<b>Résultat net</b>	<b>51 875</b>	<b>44 039</b>	<b>-15,1 %</b>

Au 31 décembre 2023, le résultat net de Séché Environnement SA ressort à 44,0 millions d'euros, marquant une baisse de (7,9) millions d'euros, soit -15,1 %, par rapport au résultat net constaté un an auparavant (51,9 millions d'euros).

Alors que le chiffre d'affaires progresse de + 2,0 millions d'euros, cette évolution s'explique principalement par la dégradation du résultat d'exploitation de (4,3) millions d'euros, de l'évolution du résultat financier, en recul de (7,1) millions d'euros et de l'alourdissement de la charge d'impôt sur les sociétés (+4,5 millions d'euros).

1 Trésorerie libre : EBE – Charges de réhabilitation & GER – Capex industriels – Variation de BFR – Intérêts décaissés – Impôts décaissés – Dividendes

2 Scope 1 et 2

## 2.7.2 DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article 441 du Code de commerce, les informations relatives aux délais de règlement clients et fournisseurs sont présentées ci-après :

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	0					11	0					94
Montant TTC total des factures concernées (K€)	0	76	0	0	0	76	0	87	70	87	2 627	2 871
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice (K€)	0	0,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,2 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							0,0 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	10,3 %	11,2 %
<b>(B) Factures exclues de (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues			11									Néant
Montant total des factures exclues (K€)			143									Néant

Les délais de paiement de référence utilisés sont les délais contractuels, à défaut légaux.

## 2.7.3 AFFECTATION DU RÉSULTAT

Après avoir constaté l'existence d'un bénéfice de 44 039 341,37 euros, il sera proposé à l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2024 de décider l'affectation et la répartition suivante proposée par le Conseil d'administration :

- Distribution de la somme de 9 429 278,40 euros.  
Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouverait ainsi fixé à 1,20 euro par action.  
Le détachement du coupon interviendra le 8 juillet 2024 et le dividende sera mis en paiement à partir du 10 juillet 2024.  
Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis à un prélèvement forfaitaire sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts) et aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Ce prélèvement forfaitaire n'est pas libératoire de l'impôt sur le revenu, mais il constitue un acompte d'impôt sur le revenu, imputable sur l'impôt dû l'année suivante. Sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, le dividende peut être soumis à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après application d'un abattement de 40 % (article 200 A, 2, et 158 3-2° du Code général des impôts).

- Affectation de la somme de 34 610 062,97 euros au compte « Report à nouveau », qui sera porté à 183 100 847,38 euros avant versement, à la date de mise en paiement du dividende, des sommes correspondant aux dividendes non versés aux actions détenues par la Société à la date de détachement du coupon.

## 2.7.4 TABLEAU DES RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

(En euros)	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546	1 571 546
Nombre des actions ordinaires existantes	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732	7 857 732
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 434 447	11 466 046	13 557 238	17 833 949	19 881 057
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	19 280 638	31 341 958	18 730 057	38 409 558	26 118 261
Impôts sur les bénéfices	(9 153 472)	(10 385 595)	(13 700 689)	(14 363 802)	(18 859 853)
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	33 387 735	45 515 574	30 880 011	51 874 968	44 039 341
Résultat distribué	7 464 845	7 464 845	7 857 732	8 643 505	9 429 278
<b>Résultats par action</b>					
Résultat avant impôts participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions	3,62	5,31	4,13	4,89	3,32
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4,25	5,79	3,93	6,60	5,60
Dividende attribué à chaque action	0,95	0,95	1,00	1,10	1,20
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	28	28	29	29	28
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 183 525	3 062 385	3 149 564	3 264 843	3 259 431
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales)	1 307 225	1 244 415	1 286 437	1 336 634	1 336 739

## 2.8 INFORMATION SUR LES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'Assemblée générale dans le délai de 9 mois à compter de la clôture de l'exercice. Aucune répétition des dividendes ne peut être exigée des actionnaires, hors le cas de distribution de dividendes fictifs ou d'intérêts fixes ou intercalaires qui sont interdits par la loi.

Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'État.

Le montant des dividendes par action mis en distribution au titre des 3 exercices précédents et de l'abattement correspondant sont les suivants :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement de 40 %		Revenus non éligibles à l'abattement de 40 %
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2020	7 464 845,40 € soit 0,95 € par action	Néant	-
2021	7 857 732,00 € soit 1,00 € par action	Néant	-
2022	8 643 505,20 € soit 1,10 € par action	Néant	-